

LES ANGLO-QUÉBÉCOIS SONT-ILS PLUS PAUVRES? NON!

« *Le nombre de Québécois d'expression anglaise a augmenté depuis cinq ans dans la province [et] ceux-ci enregistrent des taux de chômage plus importants que leurs concitoyens d'expression française, en plus de gagner moins d'argent et d'être plus susceptibles de vivre dans la pauvreté.* », dans *La Presse*, 17 mai 2023.

Énonçant comme parole d'évangile les conclusions de l'organisme PERT (« Provincial Employment Roundtable » - Table ronde provinciale sur l'emploi), nos médias ont publié, sans vérifier [*notamment auprès de spécialistes*], que les « *Québécois d'expression anglaise* » ont des revenus moins élevés que les francophones, et qu'ils sont davantage touchés par le chômage et la pauvreté.

Au « Comité permanent des langues officielles » de la Chambre des communes, à Ottawa, des propos similaires ont d'ailleurs été tenus en 2021 par la présidente d'alors du *Québec Community Groups Network* et ancienne députée fédérale libérale de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, Marlene Jennings, ainsi que, et ceci aurait dû faire scandale, par le Commissaire aux langues officielles Raymond Thériault.

Sur quoi s'appuient des affirmations ? Collent-elles vraiment aux descriptions d'une réalité jusque là dominantes, basées sur la thèse de la division culturelle du travail, faisant des Anglo-Québécois le groupe trônant au sommet de la pyramide des revenus ? Les choses ont-elles changé à ce point depuis cinquante ans, dans ce Québec où les Québécois de langue française demeuraient encore moins instruits que les Anglo-québécois et qu'ils étaient concentrés dans les professions et les industries les moins payantes, qu'ils étaient dotés de revenus moindres et de taux de chômage plus élevés que ceux des Anglo-québécois ? Digne reflet de l'époque de la Révolution tranquille où les francophones étaient encore marqués par l'époque des porteurs d'eau et des scieurs de bois ?

Il ne fait pas de doute que l'écart ait rétréci entre les revenus des francophones et des anglophones au Québec depuis un demi-siècle, mais le portrait peint par l'étude de PERT ne tient pas la route, et ce, pour trois motifs principaux :

1. le choix erroné du critère « *première langue officielle parlée* » (PLOP) pour identifier la collectivité anglo-québécoise;
2. la décision d'omettre le revenu moyen comme critère de comparaison entre anglophones et francophones du Québec; et

3. l'absence de toute référence au lien entre la langue de travail et les revenus d'emploi.

1. Le choix de la PLOP

Au départ, l'organisme prétend que 1 253 578 personnes « *s'identifient comme Québécois d'expression anglaise* », soit 14,9 % de la population du Québec. Cette affirmation est hautement discutable. En réalité, en prenant un critère plus objectif pour définir la population anglophone, la principale langue parlée à la maison (ou langue principale d'usage à la maison) ne dépassait pas le cap du million en 2021, année du plus récent recensement fédéral.

Or, pour définir les « Québécois d'expression anglaise », la Table ronde sur l'emploi (PERT) utilise les tableaux de la PLOP (première langue officielle parlée), une variable construite (ou dérivée) par Statistique Canada pour répondre aux exigences de la Loi fédérale sur les langues officielles sur la base de trois variables effectivement posées dans le recensement, soit la connaissance des langues officielles, la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison (voir Charles Castonguay à <https://lautjournal.info/20170317/langue-demystification-de-la-plop-de-statistique-canada>). Aucun recensement fédéral n'a jamais demandé aux recensés de s'« *s'identifier* » comme anglophone ou francophone en vue de déterminer les services fédéraux à rendre dans chaque milieu de vie.

Selon la Commission Laurendeau-Dunton, en activité dans les années soixante, la principale langue d'usage à la maison constitue l'indicateur le plus fiable du nombre de locuteurs d'une langue. Or, selon le recensement de 2021, 986 285 Québécois (11,7% de la population) disaient utiliser principalement l'anglais à domicile.

Une question se pose donc : d'où proviennent les 267 000 personnes additionnelles que l'étude PERT a incluses dans la communauté anglo-québécoise ? Et quel effet ce gonflement artificiel de 1 253 578 personnes – un quart de millions de personnes – déposé sur l'échiquier en faveur de la communauté anglo-québécoise par le biais de la PLOP peut-il avoir eu sur les comparaisons de revenus entre francophones et anglophones ?

Nous avons justement comparé les données de PERT fondées sur la PLOP aux données croisant la langue d'usage et les revenus, ce qui s'est avéré offrir d'importants éléments de réponse. En utilisant la PLOP comme identifiant des anglophones, l'étude PERT fixe à 32 000 \$ le revenu médian d'emploi des Anglo-

Québécois et à 48 720 \$ leur revenu moyen d'emploi. Mais pour les 986 000 personnes ayant l'anglais comme langue d'usage, le revenu d'emploi médian atteignait plutôt 36 000 \$, et le revenu d'emploi moyen de 52 850 \$.

Tableau 1 - Langue parlée à la maison (langue d'usage)

Caractéristiques de la population âgée de 15 ans et plus	Moyenne Québec	Anglais	Français	Autres	Anglais/français
Population âgée de 15 ans et plus					
Effectifs	6 918 730	726 850	5 359 385	558 185	103 575
Revenu d'emploi médian	36 000 \$	36 000 \$	37 600 \$	25 000 \$	38 000 \$
Revenu d'emploi moyen	46 240 \$	52 850 \$	46 560 \$	35 040 \$	50 600 \$

Les 267 000 personnes non anglophones que PERT transforme en Québécois d'expression anglaise grâce à la PLOP ont donc eu pour effet de faire chuter de 4 000 \$ (11,1 %) le revenu médian d'emploi de la communauté « anglophone » du Québec, et de 4 130 \$ (7,8 %) le revenu moyen d'emploi. C'est ainsi que le gouvernement fédéral a artificiellement appauvri les Anglo-Québécois dans le but de renverser la thèse dominante, laquelle place plutôt les anglophones au sommet de la division culturelle du travail, et cela même en 2021. Des affirmations reprises par le Commissaire fédéral aux langues officielles, par le Quebec Community Group Network, mais également par les principaux médias québécois. Bâti sur une aussi faible prémisse, l'échafaudage de PERT s'écroule.

2. Le recours au revenu médian et l'exclusion du revenu moyen

L'étude de la Table ronde sur l'emploi privilégie le revenu médian¹ pour sa comparaison entre anglophones et francophones. Or, si les personnes ajoutées à la communauté anglophone par l'usage de la PLOP proviennent en bonne partie de milieux immigrants allophones ayant une connaissance faible de l'anglais, et encore plus faible du français. Avec des revenus nettement inférieurs à la moyenne, il n'est pas surprenant que ce groupe fasse chuter la médiane des revenus des anglophones selon la PLOP vers le bas. En écartant le revenu moyen², où les « Québécois d'expression anglaise » jouissent plutôt de revenus supérieurs à ceux des francophones, le portrait demeure nécessairement incomplet.

PERT dit préférer le recours au revenu médian « afin de mieux rendre compte de la situation générale » des Québécois d'expression anglaise. Il s'agit évidemment d'un

choix politique ne reflétant que partiellement la réalité, comme on le constate avec l'inclusion des revenus moyens dans l'analyse. Compte tenu de l'ajout de 267 000 non-anglophones, largement moins rémunérés, au nombre total d'Anglo-Québécois, l'étude PERT en ressort grandement affectée. En retranchant 21 % des personnes que PERT a incluses dans la communauté « d'expression anglaise », c'est-à-dire en utilisant plutôt la principale langue d'usage à la maison, les tableaux et graphiques de la pseudo-étude de la Table provinciale sur l'emploi décriraient une réalité très différente, tant au chapitre des revenus que des taux de chômage.

Quant au choix d'écarter comme principale référence le revenu moyen d'emploi ou le revenu moyen après impôt, il n'y a pas à s'interroger très longtemps. Même en utilisant les chiffres de la PLOP, l'étude de PERT montre que le revenu d'emploi moyen de « ses » anglophones est légèrement plus élevé que celui des francophones (48 720 \$ contre 46 240 \$ pour le revenu moyen d'emploi). Le calcul du revenu moyen d'emploi fondé sur la langue d'usage creuse encore davantage l'écart en faveur des anglophones (52 850 \$ pour les anglophones contre 46 560 \$ pour les francophones). Pour le gouvernement fédéral, « démontrer » de la sorte la « pauvreté » croissante des Anglo-Québécois découle essentiellement de visées politiques visant à renforcer la communauté anglo-québécoise. Comme qui dirait, le jupon dépasse!

3. Langue de travail et revenus

Il est étonnant qu'un rapport portant principalement sur l'emploi des Anglo-Québécois comme celui de PERT ait complètement escamoté la question de la langue de travail, dans la mesure où il existe un lien très net entre celle-ci et les revenus d'emploi. Des données tirées du recensement fédéral de 2021 démontrent en effet que les revenus associés au fait de travailler en anglais sont modérément (pour la médiane) voire dramatiquement (pour le revenu moyen) plus élevés que les revenus associés au français comme langue de travail.

Quand l'anglais est la langue de travail, le revenu médian d'emploi est de 4600 \$ plus élevé (43 000 \$ contre 38 400 \$), et le revenu d'emploi moyen dépasse de 15 000 \$ celui des individus qui travaillent en français (61 800 \$ contre 46 640 \$). Ainsi, plus de 60 ans après le début de la révolution tranquille, travailler en anglais au Québec en 2021 signifiait gagner un revenu moyen de plus de 30% supérieur à celui des personnes dont la langue de travail était le français. Cette situation entraîne des substitutions linguistiques élevées vers l'anglais parmi les francophones et allophones, devenant un important facteur d'anglicisation.

Tableau 2 - Langue de travail

Caractéristiques de la population âgée de 15 ans et plus	Moyenne Québec	Anglais	Français	Autre	Anglais/français
Effectifs	6 918 730	668 480	3 773 015	36 245	249 940
Revenu d'emploi médian	36 000 \$	43 600 \$	38 400 \$	16 400 \$	43 200 \$
Revenu d'emploi moyen	46 240 \$	61 800 \$	46 640 \$	26 120 \$	56 050 \$

Conclusion

On veut implanter une idée contraire à la réalité? Faire croire au public que les Anglo-Québécois sont plus pauvres que les francophones? Il suffit de cibler l'échantillon de population qui sert le mieux sa cause, prendre l'unité de mesure la plus efficace au sein de cet échantillon et écarter les données gênantes. Voilà ce que nous sommes obligés de conclure après lecture des rapports de la Table ronde provinciale sur l'emploi (PERT).

Une description fidèle de la réalité québécoise exige de privilégier l'indicateur linguistique le plus fiable (la langue d'usage à la maison), de préférer la variable économique la plus pertinente (le revenu moyen), et de croiser ces données avec la langue de travail. Après une analyse rigoureuse, l'infériorité économique persistante du français apparaît clairement, irréfutablement. Un coup fatal à la tentative de maquillage de PERT.

1- Le revenu médian est celui qui partage la population en deux moitiés parfaitement égales de telle sorte que 50 % des recensés gagnent un salaire inférieur à cette démarcation et 50 % gagnent un salaire supérieur.

2- Le revenu moyen, c'est la moyenne du revenu après impôt de tous les particuliers au Québec, 16 ans et plus.